Le pouvoir aux travailleurs

07 JANVIER 2019

N° 250

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Les travailleurs de SATOCI-Biscuits en grève

Éditorial

FAISONS DE 2019 UNE ANNÉE DE LUTTES ET DE GRÈVES POUR EXIGER NOTRE DROIT À UNE VIE DÉCENTE

Page 3-4

SATOCI-BISCUIT : TRAVAILLEURS EN GRÈVE POUR DE MEILLEURS SALAIRES

Page 5

LE PATRONAT A LE VENTRE PLEIN …
BIENTÔT L'INDIGESTION ?

Page 6

GUINÉE : ALPHA KONDÉ LÉGALISE LA POLYGAMIE POUR PLAIRE À CEUX QUI VEULENT QUE LA FEMME RESTE SOUS LA DOMINATION DES HOMMES

Page 13

EDITORIAL :

- FAISONS DE 2019 UNE ANNÉE DE LUTTES ET DE GRÈVES POUR EXIGER NOTRE DROIT À UNE VIE DÉCENTE..... 3 - 4

- SATOCI-BISCUIT : TRAVAILLEURS EN GRÈVE POUR DE MEILLEURS SALAIRES …… 5

- MINE D'OR DE TONGON : DES MINISTRES AU SECOURS DE LA DIRECTION POUR FAIRE PRESSION SUR LES TRAVAILLEURS …… 5

- LE PATRONAT A LE VENTRE PLEIN … BIENTÔT L'INDIGESTION ?…… 6

- COMMENT LES DÉPENSES « *PRO-PAUVRES* » SE TRANSFORMENT EN RECETTES « *PRO-RICHES* » ! …… 6

- BAISSE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ ? C'EST PAS CLAIR !…..... 7

- ÉLECTRICITÉ POUR TOUS, AVEC 1000 FRANCS ? LA BONNE BLAGUE !..... 7

- UNE AFFAIRE DE GROS SOUS À LA MAIRIE DU PLATEAU 8

- LES FEMMES D'ABOBO-PLAQUE-1 MANIFESTENT CONTRE LES MICROBES ..... 8 - 9

- AUGMENTATION DU COÛT DES SOINS DANS LES CLINIQUES PRIVÉES : UNE MESURE CRIMINELLE ! …..... 9

- NOUVELLE POLICE SANITAIRE : NOUVELLE TROUVAILLE POUR RACKETTER ?……. 9 - 10

- PLUTÔT UN COUP DE PUB QU'UNE RÉELLE MESURE SOCIALE …….. 10

- LES PAYSANS D'AHUA S'OPPOSENT À L'EXPROPRIATION DE LEUR TERRE …… 10 - 11

- LES POMPES HYDRAULIQUES VILLAGEOISES SONT À SEC, MAIS PAS LA POMPE À FINANCE DES RICHES ! ……. 11

- ENCORE DES PROMESSES POUR LES ÉCOLES PUBLIQUES ! …….. 11 - 12

- INVESTIR DANS L'OBSCURANTISME ÇA PEUT RAPPORTER GROS ! ……... 12

- FAIRE DU BIZNESS EN ALIMENTANT L'OBSCURANTISME, C'EST LEUR MÉTIER ……. 12

- GUINÉE : ALPHA KONDÉ LÉGALISE LA POLYGAMIE POUR PLAIRE À CEUX QUI VEULENT QUE LA FEMME RESTE SOUS LA DOMINATION DES HOMMES 13

E d i t o r i a l

FAISONS DE 2019 UNE ANNÉE DE LUTTES ET DE GRÈVES POUR EXIGER NOTRE DROIT À UNE VIE DÉCENTE !

Lors de son allocution traditionnelle du 31 décembre, Ouattara a fait l'éloge du « *Programme social* » qu'il prétend vouloir mettre en œuvre pour 2019. Si on le croit, il y aura de l'eau potable et de l'électricité dans chaque maison, des écoles partout avec des enseignants et du matériel scolaire en grande quantité, des logements sociaux pour les plus pauvres, des hôpitaux pour tous et bien d'autres choses de ce genre. Bref, il veut nous faire croire que demain tout ira mieux pour tous !

Un Père Noël déguisé en président de la république n'aurait pas fait mieux ! Il a versé quelques larmes pour les victimes des inondations et pour ceux qui sont privés d'eau courante, mais il s'est bien gardé d'accuser l'irresponsabilité de son propre État en matière de prévoyance et d'infrastructures adéquates. Il a mis cela sur le dos du « *dérèglement climatique* » !

Il s'est félicité d'une « *situation économique et financière remarquable* » en Côte d'Ivoire et a promis de faire davantage pour que le patronat ivoirien soit encore plus « *compétitif* » que ces concurrents voisins.

Il n'a pas dit un seul mot sur la situation des travailleurs et des petits paysans qui sont pourtant à la base de la production des richesses dans ce pays mais qui ne peuvent pas vivre décemment du fruit de leur travail. Pas un mot sur les salaires qui sont bloqués depuis des années alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Il a au contraire

demandé plus d'efforts aux travailleurs et plus de patience aux chômeurs. Autant dire que les travailleurs n'ont rien de bon à attendre du pouvoir pour l'année qui vient, pas plus qu'ils n'ont reçu lors des années précédentes.

Face à la cherté de la vie, il est plus qu'urgent de revaloriser les salaires dans les usines, les chantiers et les bureaux. Mais au lieu de cela, ce sont les cadences qui augmentent ; les ouvriers embauchés sont de plus en plus remplacés par des journaliers tandis que le nombre d'heures supplémentaires est sans cesse en croissance tout en n'étant pratiquement pas payé, etc.

Les capitalistes bénéficient de toutes les largesses du pouvoir. Celui-ci leur promet pour 2019 un « *environnement des affaires* » encore plus favorable ; c'est-à-dire encore plus de facilités pour s'engraisser sur la sueur et la souffrance des travailleurs.

C'est dire que la classe ouvrière aura à s'organiser et à se battre dans les lieux de travail comme dans les quartiers d'habitation pour défendre ses intérêts de classe exploitée et opprimée. Elle a les moyens d'arracher de meilleurs salaires et de meilleures conditions d'existence par l'arme de la grève car sans son travail il n'y a pas de production de richesses. Et si elle prend conscience de sa force sociale, elle peut devenir le fer de lance de la lutte de l'ensemble de la population pauvre contre cette société capitaliste qui ne se soucie que des intérêts égoïstes d'une minorité.

Souhaitons que l'année 2019 soit celle de la combativité ouvrière, l'année où elle commencera à se faire craindre du patronat et de l'Etat à son service.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SATOCI-BISCUIT : TRAVAILLEURS EN GRÈVE POUR DE MEILLEURS SALAIRES

Les travailleurs de cette entreprise située dans la zone industrielle de Yopougon ont fait grève le 26 décembre dernier pour réclamer une augmentation substantielle de leurs salaires.

Ils touchent entre 64.000 F et 120.000F, cela ne permet pas de faire face aux besoins les plus élémentaires des travailleurs. Nombreux sont ceux qui ne sont pas déclarés à la CNPS. De plus, les conditions de travail sont mauvaises.

Depuis des années, les travailleurs sont en négociation avec leur patron pour un règlement pacifique de la situation. Mais ce dernier a toujours fait la sourde oreille jusqu'à ce que les travailleurs décident de passer à la vitesse supérieure en faisant grève.

Le patron, plutôt que de régler le problème, a fait venir la police. Mais cela ne résoudra rien. Les mêmes causes créeront toujours les mêmes effets.

MINE D'OR DE TONGON : DES MINISTRES AU SECOURS DE LA DIRECTION POUR FAIRE PRESSION SUR LES TRAVAILLEURS

Voilà une entreprise d'extraction d'or qui amasse des milliards de francs tous les ans sous forme de lingots d'or, grâce au travail des salariés. Elle est située non loin de M'Bengué au nord de Korhogo. Et comme dans toute entreprise capitaliste, les travailleurs qui produisent ces richesses sont les laissés pour compte !

Du coup, les grèves y sont récurrentes depuis plusieurs années. À chaque fois, les travailleurs n'ont obtenu gain de cause qu'après blocage des activités de cette mine. Ce qui ne fait évidemment pas l'affaire des actionnaires et de leurs serviteurs au pouvoir.

Alors, pour contrer les travailleurs, ces capitalistes ont commencé par acheter les chefs des huit villages environnants en offrant à chacun d'eux une villa de plusieurs dizaines de millions de francs.

Ensuite, ils ont sollicité le 1er ministre Amadou Gon Coulibaly dont c'est le fief. Celui-ci a alors dépêché son ministre des Mines ainsi que le député-maire de M'Bengué, qui est en même temps ministre du Budget. Tout ce beau monde a fait alors pression sur les secrétaires généraux des syndicats des travailleurs pour qu'ils signent une « *trêve sociale de deux ans* ».

L'un des ministres a déclaré qu'il va personnellement « *veiller au respect scrupuleux de cet accord et prendra des mesures appropriées contre tout contrevenant* ». Ce sont là des méthodes et des propos dignes d'un homme de main des capitalistes !

L E U R S O C I E T E

LE PATRONAT A LE VENTRE PLEIN … BIENTÔT L'INDIGESTION ?

Le patronat ivoirien regroupé au sein de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), revendique « *plus de 2.000 entreprises membres, plus de 14.000 milliards Fcfa* (environ 24 milliards de dollars US) *de chiffre d'affaires annuel et plus de 200.000 emplois* ». À l'occasion de son bilan de fin d'année, son président actuel, Jean-Marie Ackah, a félicité le gouvernement ivoirien du bon climat des affaires qui règne dans ce pays.

Mais comme tout capitaliste qui se respecte, il veut toujours plus de cadeaux sous diverses formes de la part de l'Etat, c'est-à-dire : payer moins d'impôts, moins de taxes, recevoir plus d' « *aides au développement* », plus de commandes d'Etats, et toujours moins de tracasseries administratives. Bref, il veut le beurre et l'argent du beurre, au détriment des travailleurs et de la population pauvre !

COMMENT LES DÉPENSES « *PRO-PAUVRES* » SE TRANSFORMENT EN RECETTES « *PRO-RICHES* » !

À croire le gouvernement, il a prévu un budget de 2.505 milliards de francs au titre de « *dépenses pro-pauvres* », comme il le qualifie lui-même, et ce budget serait en augmentation de 9% par rapport à 2018. Il y a une entourloupe quelque part !

Regardons les hôpitaux publics, ils sont dans un état de délabrement alarmant. C'est le même constat pour les écoles publiques. Les travailleurs de ces secteurs sont souvent en grève car leurs conditions de travail se dégradent et leurs salaires sont bloqués.

Regardons nos quartiers pauvres d'Abobo, de Koumassi ou de Yopougon, pour ne citer que ceux-là. Les habitants continuent de vivre dans l'insalubrité car l'État ne met pas les moyens adéquats pour assurer l'entretien, sans parler de modernisation des infrastructures urbaines.

Alors, à qui bénéficient réellement ces milliards ? Peut-être à quelques hauts placés du pouvoir ou à quelques entreprises capitalistes choisies pour avoir droit aux « *mamelles* » de l'État ! Un coup de peinture par-ci, une surfacturation par-là et le budget « *pro-pauvres* » se transforme en magot pour les riches !

L E U R S O C I E T E

BAISSE DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ ? C'EST PAS CLAIR !

Ouattara a annoncé le 31 décembre une baisse de 20% du tarif de l'électricité pour les abonnés connectés sur 5 Ampères, mais il est resté vague quant à l'application de cette mesure et de son impact réel sur les souscripteurs.

En effet, il y a deux types de souscription en 5 A. Il y a d'abord les abonnés dont la consommation n'excède pas 200 kWh par bimestre (période de deux mois). Et même là, il y a un tarif à part de 0 à 80 kWh et un autre de 80 kWh à 200 kWh.

Ensuite il y a les souscripteurs à 5 A, en « *post-paiement* ». Pour ceux-là, si leur consommation moyenne calculée sur trois bimestres dépasse 200 kWh, ils ne bénéficient plus du tarif des abonnés en 5 ampères. Leur facturation passe dans ce cas automatiquement au tarif standard qui est le « *tarif domestique général* ».

Alors, ceux-là qui constituent la majorité des abonnés dans cette tranche bénéficieront-ils des 20% de réduction ? Rien n'est sûr. Ouattara a voulu peut-être faire tout juste un effet d'annonce, comme les professionnels de la pub : faire croire qu'il agit en faveur des plus pauvres, sans que ça ne coûte ni à la CIE ni à l'État.

ÉLECTRICITÉ POUR TOUS, AVEC 1000 FRANCS ? LA BONNE BLAGUE !

Selon Ouattara, le Programme Electricité Pour Tous (PEPT) qui permet de disposer d'un branchement électrique complet et d'un abonnement, en payant une somme initiale de 1000 Fr à la CIE, « *sera renforcé pour permettre aux populations à faible revenu d'avoir de l'électricité à domicile* ».

Qu'il aille dire cela aux habitants d'Adjawi du côté de Koumassi, eux qui n'ont droit ni à l'eau courante ni à l'électricité parce qu'ils ont le malheur d'habiter un bidonville et que le fameux dispositif du PEPT ne les concerne pas !

Les habitants des bidonvilles sont exclus du plan car l'Etat ne les reconnait pas comme des habitants normaux. Ils se tuent au travail pour construire, entre autres, de beaux immeubles mais eux vivent dans les taudis. C'est profondément injuste et révoltant !

L E U R S O C I E T E

UNE AFFAIRE DE GROS SOUS À LA MAIRIE DU PLATEAU

Le nouveau maire Pdci Jacques Ehouo, nouvellement élu à la commune du Plateau, par ailleurs député de cette même commune, n'a pas été autorisé à prendre possession de sa mairie.

Il a été convoqué, suite à une plainte portée contre la société « *Neg Com* » dont il était le propriétaire et en même temps gérant. Cette société a été mandatée par la commune du Plateau pour collecter les « *taxes publicitaires* ». Ce micmac lui aurait permis de détourner ainsi plus de cinq milliards de francs au détriment de la commune.

On comprend pourquoi les dirigeants du Rhdp, pour ne pas dire du Rdr et ceux du Pdci ont lutté comme des enragés pour avoir le contrôle des grosses communes lors des dernières élections. Ce sont des vaches à lait pour les gagnants !

Ce n'est pas pour rien que ces gens-là sont prêts à tuer aux élections présidentielles, comme ce fut le cas en 2000, puis en 2010 ! Ici, l'enjeu n'est pas le contrôle d'une mairie mais de tout un pays ! « *Bon mangé est là !*», se disent-ils.

Voilà pourquoi ça se bouscule déjà au portillon … pour 2020 !

LES FEMMES D'ABOBO-PLAQUE-1 MANIFESTENT CONTRE LES MICROBES

Le 31 décembre dernier, les femmes d'Abobo Plaque 1 ont marché pour crier leur ras-le-bol des attaques fréquentent de « *microbes* » dans leur quartier surtout lors de la période de fête. En brandissant des pancartes sur lesquelles on peut lire « *libérez Plaque 1 des microbes* », elles ont fait le tour du quartier.

Ce sous-quartier de la commune d'Abobo est particulièrement touché par le problème d'insécurité. Il ne se passe pas un jour sans qu'il n'y ait d'agression. Il y a eu des blessés et aussi, malheureusement, des morts. Il arrive parfois que les habitants s'organisent collectivement pour faire face aux agresseurs. C'est à ces moments-là seulement que les agressions diminuent. Mais une fois que les gens baissent les bras, tout redevient comme avant.

L E U R S O C I E T E

Pendant la marche des femmes, certaines s'adressaient directement au nouveau maire de la commune pour lui rappeler que quand il n'était que candidat, il avait crié à qui voulait l'entendre que s'il devenait maire, il mettrait fin aux agressions des « *microbes* ». Force est de constater qu'aujourd'hui, une fois élu, il est aussi impuissant que son prédécesseur.

AUGMENTATION DU COÛT DES SOINS DANS LES CLINIQUES PRIVÉES : UNE MESURE CRIMINELLE !

Les coûts des prestations sanitaires dans les cliniques privées viennent de connaitre une augmentation de 20 %. Là où les consultations en médecine générale coûtaient 12.000 F, il faut maintenant débourser 15.000F. Là où en médecine spécialisée, il fallait débourser 15.000 F pour une consultation, il faut maintenant payer 17.500 F. Toutes les autres prestations vont connaitre les mêmes augmentations.

Même avec les anciens tarifs, la grande majorité des familles modestes ne pouvaient pas se faire soigner parce que les coûts étaient déjà trop chers. Maintenant avec ces augmentations beaucoup plus de gens seront exclus.

Les pauvres ne peuvent recourir qu'aux hôpitaux publics. Mais là aussi, les coûts ne font que grimper d'année en année. Même si le prix des consultations sont maintenues symboliquement à 1000 F, tout le reste (médicaments, analyses, radios etc.) coûte cher. De plus, il manque de tout, à commencer par les médicaments de base sans parler du personnel soignant et des lits d'hospitalisation, entre autres.

Depuis plusieurs années, le secteur de la santé publique est malade de l'irresponsabilité des dirigeants au pouvoir.

NOUVELLE POLICE SANITAIRE : NOUVELLE TROUVAILLE POUR RACKETTER ?

Le ministère de la Santé vient de procéder au lancement d'une police sanitaire pour soi-disant lutter contre les cliniques clandestines. Dans le grand Abidjan, 70 % des officines de santé privées, soit sept cliniques sur dix, ne seraient pas déclarées et exerceraient donc dans la clandestinité.

L E U R S O C I E T E

Quelqu'un au ministère de la Santé a senti qu'il pouvait être très lucratif de lancer la traque aux cliniques privées. Dans un premier temps pour montrer qu'elle fait son boulot, cette nouvelle police va mener quelques actions d'éclat. Après, ce sera la routine. Les clandestins devront verser un droit pour continuer d'exercer. Peu importe si ces structures ne respectent aucunes normes d'établissement de santé, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Il ne faut pas aussi oublier que la CMU (Couverture Maladie Universelle) devrait entrer dans sa phase active. Comme les populations sont réticentes à s'enrôler, la nouvelle police pourrait aussi servir à forcer les gens à aller dans les structures agréer par la CMU.

C'est dire qu'il y a bien des gens qui réfléchissent la haut, mais certainement pas dans l'intérêt des populations.

PLUTÔT UN COUP DE PUB QU'UNE RÉELLE MESURE SOCIALE

A l'occasion du discours de fin d'année du président, certains journaux n'ont pas tari d'éloges sur son prétendu « *volet social* » tel que « *l'octroi de transferts monétaires* ». En 2018, 35 000 ménages auraient, selon eux, reçu chaque mois la somme de 12 000 Francs sous forme de transfert sur leur téléphone portable. Vrai ou faux ? Personne n'a vérifié cela. Cette année, le nombre de familles bénéficiaires devrait, dit-on, passer à près de 100 000.

Ce genre d'aumône ne sortira pas les gens de la pauvreté, mais pour Ouattara c'est à coup sûr un coup de pub !

Quant à créer des emplois durables pour résorber le chômage et faire de telle sorte que ceux qui travaillent puissent vivre décemment de leur travail, ce n'est pas sur ce monsieur qu'on peut compter mais sur la lutte des travailleurs.

LES PAYSANS D'AHUA S'OPPOSENT À L'EXPROPRIATION DE LEUR TERRE

Dans le département de Tissalé, un conflit foncier a dégénéré en affrontements entre gendarmes et populations. Les paysans du village d'Ahua se sont opposés à leur expulsion des terres qu'ils cultivent depuis plus de cent ans. Ils en sont venus aux mains avec la gendarmerie et l'on dénombre des arrestations et des blessés parmi les villageois.

L E U R S O C I E T E

C'est depuis 2015 que cette question est pendante. La SCB (Société de Culture Bananière), qui est déjà présente dans la région, s'est approprié 500 hectares de terres du village d'Ahua. Et quand l'affaire est allée en justice, c'est en faveur de la SCB que la justice a penché. Elle a demandé aux paysans d'évacuer leurs terres.

Plus de 1000 personnes sont concernées par cette expulsion.

Le 2 janvier, lorsque les gendarmes sont arrivés dans le village pour appliquer l'ordonnance de justice, les villageois ne se sont pas laissé déguerpir. Cela a tourné à l'affrontement.

Malgré les blessés et les arrestations, les populations restent toujours sur le pied de guerre. Elles se préparent à faire face à de nouveaux affrontements avec les forces de l'ordre. C'est leur terre et ils ne comptent pas se laisser dépouiller.

LES POMPES HYDRAULIQUES VILLAGEOISES SONT À SEC, MAIS PAS LA POMPE À FINANCE DES RICHES !

Le Père noël Ouattara a annoncé qu'il va faire réparer 21.000 pompes hydrauliques villageoises cette année. Autrement dit, ces pompes ne fonctionnement pas en ce moment ! Comment se fait-il alors que le gouvernement ait installé toutes ces pompes sans prévoir un dispositif pour leur entretient ? Ou bien l'argent a-t-il fui vers d'autres tuyaux ?

Au fait, à Adjawi, ce n'est pas dans un village mais en plein Abidjan : est-ce qu'il y a l'eau courante là-bas ?

ENCORE DES PROMESSES POUR LES ÉCOLES PUBLIQUES !

Ouattara promet le recrutement de 10.300 enseignants et l'approvisionnement de 500.000 tables-bancs pour les écoles en 2019. Mais pourquoi avoir attendu jusqu'à 2019 alors que ces besoins se font pressant depuis des années ?

Officiellement dans ce pays l'école est soi-disant « *obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans* », mais ce n'est que pure mensonge. De plus, tout le monde voit que même les groupes scolaires publics ne sont pas en nombre suffisant. Bien des parents sont obligés d'envoyer leurs enfants dans les écoles privés. Mais faut-il encore avoir les moyens pour cela.

L E U R S O C I E T E

D'ailleurs, les groupes scolaires existant sont le plus souvent dans un état lamentable, avec des tables-bancs complètement branlants et insuffisants de surcroit.

Alors quelques promesses de plus n'y changeront pas grand-chose!

INVESTIR DANS L'OBSCURANTISME ÇA PEUT RAPPORTER GROS !

Un certain Souleymane Diarrassouba, actuel ministre du Commerce, vient d'offrir une mosquée de 2000 places, avec bureau et logement pour l'imam, à Yamoussoukro. C'est à croire qu'être ministre ça rapporte autant d'argent ! En tout cas, ce genre d'investissement dans la bondieuserie est toujours utile à un politicien de son espèce pour se faire une clientèle politique. Bien d'autres l'ont fait avant lui.

Là où ce monsieur en rajoute une couche, c'est quand il dit qu'il « *met en garde les fidèles contre l'introduction de la politique dans ce lieu de culte* ». On doit le croire bien sûr sur parole, qu'en finançant cette mosquée il n'a jamais été pour lui question de faire de la politique. Parole de ministre !

FAIRE DU BIZNESS EN ALIMENTANT L'OBSCURANTISME, C'EST LEUR MÉTIER

Depuis quelques temps, sur les réseaux sociaux circule l'histoire d'une servante qui aurait empoisonné les deux enfants de ses employeurs dont malheureusement l'un est décédé.

Cette histoire est bien triste mais c'est la récupération faite autour qui est écœurante, notamment l'enrobage du drame par toute une histoire de sorcellerie à dormir debout (que la servante serait une « *sorcière* » appartenant à une « *confrérie* », etc.). Cela fait vendre le fait divers et c'est ce qu'a fait un journal qui a pignon sur rue en mettant le sujet sur une pleine page au mépris de toute déontologie ou d'une enquête sérieuse.

C'est ainsi que ces gens-là font du beurre en alimentent l'obscurantisme au lieu d'éclairer leurs lecteurs. C'est écœurant !

GUINÉE : ALPHA KONDÉ LÉGALISE LA POLYGAMIE POUR PLAIRE À CEUX QUI VEULENT QUE LA FEMME RESTE SOUS LA DOMINATION DES HOMMES

Le 29 décembre dernier, le gouvernement guinéen a adopté un nouveau « *code civil* » qui légalise le mariage polygame. Jusqu'à présent, bien qu'autorisée pour le mariage religieux, la polygamie était officiellement interdite pour les mariages civils. À partir de maintenant, l'Etat reconnait légalement la polygamie.

Selon les statistiques officielles des autorités guinéennes, 48% des mariages pratiqués en 2012 étaient polygames. Le gouvernement en a conclu que puisque c'est une pratique courante il fallait la légaliser pour être « *en conformité avec les réalités du moment* » tel que le souhaitent les milieux traditionalistes. Ces gens-là veulent en effet que la société reste figée sur les valeurs traditionnelles ancestrales et que le statut de la femme reste comme il est depuis des siècles.

La « *réalité du moment* » (pour reprendre leurs termes) c'est aussi que le pouvoir d'Alpha Kondé fait face à une contestation de plus en plus ouverte et active. Elle est dirigée politiquement par les partis d'opposition et elle rencontre un écho favorable auprès d'une partie importante de la population, plus particulièrement dans les grandes villes, à cause de la cherté de la vie, de la corruption et des fraudes électorales pratiquées par les tenants du pouvoir. La jeunesse scolaire et estudiantine est aussi en colère contre le mauvais fonctionnement des établissements publics. Cela fait beaucoup de mécontentements contre le pouvoir.

Malgré la répression policière, Alpha Kondé ne parvient pas à étouffer cette contestation. Alors il a sorti de son chapeau la carte des « *valeurs traditionnelles* » en espérant attirer la sympathie de la frange la plus réactionnaire de la société.

En légalisant la polygamie, il enlève le peu de protection qui restait dans la législation et qui permettait à des femmes de s'opposer à cette forme de mariage sur le terrain légal.

Quelques femmes ont dit non à cette légalisation mais leur voix n'a pas pesé lourd devant la dictature de Kondé. Elles n'ont pas trouvé non plus un appui favorable auprès des dirigeants de l'opposition puisque sur cette question ils sont plutôt d'accord avec la position de Kondé. Rappelons tout de même que le chef de fil de l'opposition actuel, Cellou Dalein Diallo, est lui-même un polygame et se dit fier de l'être. C'est dire qu'avec une opposition comme celle-là, les pratiques rétrogrades auront encore de beaux jours devant elles.

Quel autre cadeau Kondé ferra-il encore en faveur des milieux traditionalistes pour ne pas être balayé du pouvoir?

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.